



## AU SOMMAIRE

### Politique

**Au sujet du docteur Denis Mukwege, par le Professeur Jean-Marc Gentilini, page 3**

**La stabilité en jeu en RDC avec un conflit régional à dimension internationale au cœur de l'Afrique, par Emmanuel Dupuy, page 4**

**Comment la République démocratique du Congo va-t-elle assumer sa vocation de puissance régionale ? par Ba Mbelenga Ngbama, page 5**

**Le point de vue de son Excellence Émile Ngoy Kasondo, ambassadeur de la RDC en France, page 11**

### Développement

**Une puissance contrariée, par Roland Pourtier, page 13**

**Le modèle de la prédation minière dans les Grands Lacs, une économie politique du conflit, par Pierre Jacquemot, page 17**

**Opportunités et défis d'un nouveau partenariat stratégique entre la RDC et l'UE dans le contexte de la décarbonation des économies européennes, par Patrick Sevaistre, page 20**

**Conclusions finales de la Rencontre, page 24**

## Préambule

### « La RDC, une opportunité trop délaissée par la France »

Pour sa deuxième Rencontre-débat, l'association « Fraternité Afrique » a choisi de parler d'un pays du continent africain : la République Démocratique du Congo (RDC) ou Congo-Kinshasa.

Notre choix a été dicté par le fait que la France ne s'est pas impliquée sérieusement au Congo alors que ce pays est l'un des plus vastes et des plus peuplés d'Afrique, qu'il est l'avenir de la francophonie africaine, que ses richesses minières sont de loin les plus importantes du continent, que sa vie culturelle est l'une des plus dynamiques d'Afrique et que l'appétit de ses voisins de l'Est constitue le germe de conflits sans fin.

Et que cet incompréhensible timidité française soit le fait non seulement des gouvernements et des administrations françaises mais aussi des banques et des entreprises....

Pour ce faire, elle s'est entouré d'intervenants de qualité : un géographe, Roland Pourtier, un économiste, Pierre Jacquemot, un expert du secteur privé, Patrick Sevaistre, des experts de la géopolitique, Emmanuel Dupuy et le docteur Ma Mbelenga Ngbama de l'IPSE, et enfin un politique en la personne de son Excellence l'ambassadeur de la RDC en France, Emile Ngoy Kasongo.

Joël Dine, Gérard La Cognata, Michel Bousquet, José Gohy

# De la politique



## Compte-rendu de la Rencontre-débat intitulée :

### « La RDC, une opportunité trop délaissée par la France »

ASOM - le jeudi 28 novembre 2024

Ouverture avec l'**allocution de bienvenue** par **Dominique Barjot**, secrétaire perpétuel de l'ASOM

Il est heureux d'accueillir dans les locaux de l'Académie des Sciences d'Outre-mer (ASOM) les participants de cette conférence-débat sur la RDC organisée par l'association « Fraternité Afrique » dans le cadre des « Jeudis de la Pérouse ». C'est une nouvelle série de réunions traitant des questions d'actualité que nous lançons dans notre académie. La RDC se trouve au centre de l'actualité aujourd'hui comme l'a été, en décembre 2023, la sortie du rapport parlementaire sur les « Relations franco-africaines » rédigé par les députés Michèle Tabarot et Bruno Fuchs qui avait été l'occasion d'une conférence-débat. Comme celle-là, elle est organisée par Fraternité Afrique.

Il rappelle l'importance du sujet de la conférence pour la connaissance de ce pays et pour les relations que la France doit entretenir avec lui dans le cadre des relations franco-africaines.

De sa lecture du dernier rapport de la Banque Mondiale, il ressort deux réalités qui caractérisent la RDC. Elle est un « géant » en Afrique non seulement par sa taille soit 2,32

millions de km<sup>2</sup> (plus de 4 fois la superficie de la France) mais aussi par sa population, plus de 102 millions d'habitants soit le 3<sup>ème</sup> pays africain après le Nigeria et l'Égypte. Mais elle est un « nain économique » malgré ses importantes richesses minérales en le comparant aux autres pays africains (Nigeria : 390 milliards de dollars ; Égypte 391 milliards de dollars). En effet son PNB est modeste soit 67,5 milliards de dollars bien qu'il ait cru à un rythme de 6 à 7% en 2023. Le rapport PNB/Hab de 675 dollars par habitant illustre le niveau de pauvreté de sa population où 73% de celle-ci vit en dessous du seuil de pauvreté<sup>1</sup>. Elle est un des 6 pays les plus pauvres du continent. Elle occupe le 164<sup>ème</sup> rang sur 174 au niveau mondial. Les défis de son développement sont importants : forte démographie, sécurité avec la guerre du Kivu, santé déficiente (taux de vaccination), faible scolarisation, transports difficiles etc. Les atouts : l'importance de la jeunesse, l'implication des femmes dans la vie économique, la richesse de son sous-sol. Un pays d'avenir auquel on doit s'intéresser pour toutes les raisons citées ci-dessus. Merci de le faire !



<sup>1</sup>Moins de 1 \$ par jour par habitant

## Intervention de Joël Dine

Président de l'association « Fraternité Afrique »

Il remercie, en tant que président de l'association « Fraternité Afrique », les participants d'être venus cette après-midi à la Rencontre-débat consacrée à la République Démocratique du Congo plus connue sous son autre appellation Congo-Kinshasa. Elle est intitulée : « **La RDC, une opportunité trop délaissée par la France** ». Elle abordera aussi le tragique conflit qui sévit depuis de très nombreuses années dans le Nord-est du pays.

Pour notre association, **organiser des rencontres-débats** afin d'échanger sur les relations de notre pays avec l'Afrique et proposer des améliorations de celles-ci, est un de nos objectifs. En créant cette association en 2022, nous pensions, nous qui avons vécu et travaillé dans de nombreux pays de ce continent, que nous avions encore quelque chose à dire. Peut-être serons-nous encore entendus malgré le « repli sur soi » qui gagne notre opinion publique ?

Nous avons eu très vite, autour de cet objectif l'appui de l'Académie des Sciences d'Outre-mer (ASOM) en la personne de son secrétaire perpétuel, Dominique Barjot, qui nous accueille dans ces lieux adaptés à nos rencontres et que nous remercions.

Cette rencontre-débat fait suite, comme cela a été rappelé, à celle que nous avons organisée le 14 décembre dernier dans ce même lieu sur le rapport parlementaire des députés Michèle Tabarot et Bruno Fuchs sur les « Relations de la France avec l'Afrique » et qui avait été un réel succès. Nous souhaitons le même sort à celle de cette après-midi.

Le jeudi 13 mars prochain à l'ASOM également, notre vice-président Gérard La Cognata animera une autre Rencontre-débat sur « la Coopération franco-africaine dans l'enseignement supérieur ».

La place maintenant à Michel Bousquet notre trésorier qui présentera les intervenants et modérera les débats.

## Intervention du Professeur Jean-Marc Gentilini<sup>2</sup>

### Au sujet du docteur Denis Mukwege



Le Professeur Jean-Marc Gentilini, adhérent de Fraternité Afrique et membre de l'Académie des Sciences d'Outre-mer, a souhaité être parmi nous cette après-midi pour nous faire connaître ou rappeler une personnalité remarquable de la RDC, le docteur Denis Mukwege dont il a suivi depuis plusieurs années l'action en faveur des femmes, victimes de viols au Kivu.

Fils de pasteur, le docteur Denis Mukwege est né à Bukavu en 1955. Après ses études à la faculté de médecine de Bujumbura, il a suivi une spécialité de gynécologie grâce à une bourse de la « swedish pentecotal mission » à Angers en 1984 où il crée l'association « France-Kivu ». De retour dans son pays en 1989, il échappe, en 1996, à l'attaque de l'hôpital de Léméra au sud-Kivu où il travaillait. Trente personnes sont tuées parmi le personnel médical et parmi les malades. Grâce à une association caritative suédoise, il crée en 1999 l'hôpital de Panzi à Bukavu, spécialisé dans les soins aux femmes victimes de viols et de mutilation génitales ceci dans une prise en charge globale incluant la psychiatrie et la socio-économie en vue de leur réinsertion sociale. Mais surtout la Fondation qu'il crée en 2008 dénonce avec force **l'utilisation du viol comme arme de guerre**. Il mobilise l'opinion publique et les responsables politiques en RDC et au niveau international. En 2012, il échappe à nouveau à un attentat sauvé par ses compatriotes. Après quelques mois, il retourne au Kivu, y vit et y travaille menacé de mort,

<sup>2</sup> Grand Officier de la Légion d'honneur, professeur de médecine, membre de l'ASOM, de l'Académie de médecine et de Fraternité Afrique.

placé depuis sous la protection de la Monusco de l'ONU. En 2024 la situation reste encore préoccupante dans le Kivu avec 2,5 millions de déplacés dont 600.000 dans la région de Goma ! Son action en faveur des femmes a été unanimement saluée au niveau international avec de nombreuses récompenses pour son engagement et pour son courage. Des prix prestigieux lui ont été décernés : en 2007 celui des droits de l'homme de la République française, en 2008 le prix Olaf Palme et le prix des droits de l'homme des Nations Unies, en 2013 celui de la Fondation Chirac pour la prévention de la paix, en 2014 le prix Sakharov du parlement européen. Enfin la consécration avec **le prix Nobel de la paix en 2018**. Il reçoit aussi des distinctions universitaires et professionnelles qui le touchent beaucoup. Il est fait chevalier de la légion d'honneur en 2010, promu officier en 2013 et l'Académie de médecine de France lui décerne le titre de membre honoris causa.

Lors des entretiens récents, Denis Mukwenge lui a confié « qu'il ne comprenait pas pourquoi la France s'était laissé accuser du génocide des Tutsis en 1994 suite au rapport de l'historien Vincent Duclert ainsi que l'« omerta » de la presse française sur des analyses divergentes. Point de vue que le Pr Gentilini partage.

Après la présentation de quelques diapositives sur la géographie de la région qui montre un Rwanda minuscule par rapport à la RDC et sur Denis Mukwenge, il remercie chaleureusement Fraternité Afrique et l'ASOM de lui avoir permis d'évoquer la personnalité attachante et courageuse du Dr Denis Mukwege.

Reprenant la parole, **Michel Bousquet**, le modérateur, excuse les deux personnalités invitées par l'association, le député Carlos Martens Bilongo du groupe d'amitiés franco congolaises et le sénateur Francis Szpinner du groupe d'amitiés France Afrique centrale qui n'ont pu se libérer.

Passant à la présentation des intervenants, il signale que celui qui devait suivre le professeur Gentilini, **le journaliste franco congolais Déo Namujimbo**<sup>3</sup> est absent. Ce dernier nous avait

---

<sup>3</sup> Journaliste et écrivain franco-congolais ; ancien correspondant de Reporters sans frontières et de plusieurs agences en RDC, auteur de "Je reviens de l'enfer" en 2014, "Les sylvestres aventures de l'enfant soldat" en 2023, "La grande manipulation de Paul Kagame" (Editions Arcane

signalé qu'il était malade et qu'il ne pourrait se rendre à l'ASOM. Il nous a fait parvenir le texte de son intervention en nous demandant de la lire à sa place. Celle-ci abordant des sujets d'actualité difficiles et surtout polémiques, ne manquerait pas de provoquer des questions de la part de l'assistance auxquelles nous ne pourrions répondre. Nous avons décidé de ne pas le lire. Nous le tenons à disposition des personnes qui souhaiterait l'obtenir. En plus d'être journaliste, Déo Namujimbo a écrit plusieurs livres sur le conflit rwando congolais. « Je reviens de l'enfer », « Paul Kagame, la grande manipulation ». Son absence à cette Rencontre sur la RDC est d'autant plus regrettable que c'est lui qui nous avait suggéré de l'organiser lors de notre dernière Rencontre



**Intervention  
d'Emmanuel Dupuy  
Président de l'IPSE<sup>4</sup>**

**« La stabilité en  
jeu en RDC avec  
un conflit régional à dimension  
internationale au cœur de  
l'Afrique »**

La France doit prendre enfin conscience de la centralité stratégique de la RDC. Je vais compléter tout ce qui a été déjà dit.

Un africaniste tiers mondiste Franck Fanon « *L'Afrique a une forme de pistolet mais la gâchette se trouve au Congo* ».

Une réalité : l'immensité des richesses minérales ou « *un coffre-fort à toque de léopard* » du temps de Mobutu. De celle-ci, le pays a un impact certain sur l'Afrique et sur le monde. La présence de lithium et de cobalt influe sur l'économie digitale et indirectement sur l'économie carbonée. Une influence certaine sur l'avenir de l'UE avec le changement de paradigme que représente la fin des moteurs thermiques en 2035. Les « 13 matières minérales critiques et nécessaires » dont le cobalt et le tantale se trouvent en RDC.

Au point de vue environnement le Congo fait partie des 16 pays « *à méga biodiversité* » avec 9 parcs nationaux , 57 Aires protégées, des

---

17) avec Françoise-Germain Robin, journaliste à l'Humanité

<sup>4</sup>IPSE Institut de Prospective et de Sécurité en Europe

surfaces importantes de tourbières (38% de la surface mondiale) fournisseuses de carbone. Il abrite la 2<sup>ème</sup> forêt mondiale après l'Amazonie, soit 47 % des réserves forestières africaines ou 10% au niveau mondial. Au point de vue des ressources hydriques il détient 52% des réserves africaines. Un potentiel d'énergie hydraulique de 100 GWats au 3<sup>ème</sup> rang mondial de potentiel hydroélectrique.

Une autre réalité : la prise en compte des armes en RDC . L'expertise mondiale à ce sujet ce trouve dans le monde anglo-saxon (USA, Suède). Cinquante-neuf conflits ont été recensés dans le monde qui impactent 14 % de la population.

Le conflit à l'Est de la RDC a mobilisé l'ONU au travers la Monusco avec 20.000 soldats et personnels<sup>5</sup>. L'opération doit s'achever. Une solution devrait s'imposer. Au travers d'une force africaine visant à stabiliser la région ?

La RDC est le « cœur battant de l'Afrique ».

La réalité des guerres est qu'elles n'opposent plus les pays entre eux. Dans la région du nord-est de la RDC il existe 266 groupes armés, une « milicisation », une privatisation des conflits armés.

A propos de la situation au Kivu, le docteur Denis Mukwege lors de la réception de son prix Nobel de la paix parlait de la « *malédiction des ressources d'un sous-sol insolemment riche* » qui ne bénéficiait pas aux populations ce qui a entraîné les critiques de son gouvernement.

Le Haut-commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme a documenté dans le rapport Mapping les violations aux droits de l'homme et droit international commises au Kivu entre 1993 et 2003. Il y a plus de vingt ans que l'on accepte cette situation ! Elle a causé des centaines de milliers de morts directement et indirectement plusieurs millions de morts. Tout récemment un juge a été nommé pour enquêter à nouveau sur les faits.

Ce qui est nouveau dans ce conflit, c'est ***l'externalisation des conflits*** avec des puissances extérieures qui bénéficient des situations de conflits dans plusieurs pays africains. En Libye aux deux gouvernements avec la Russie. Le groupe Wagner qui recrute en Afrique pour la guerre en Ukraine. L'économie aurifère de l'or de l'Ituri bénéficie aux pays du Golfe. La Chine achète 43 % des richesses minérales en Afrique. Les entreprises occidentales dont beaucoup américaines se fournissent en RDC en particulier au Kivu. La situation ne devrait pas évoluer favorablement

avec la nouvelle administration Trump qui remet en cause la loi Dodds vis-à-vis des entreprises.

Peut-on espérer une évolution des pays européens France, Belgique ou Italie dans leur politique vis-à-vis de la RDC. Il faut réinventer notre diplomatie !

### **Nouvelles lignes d'évolution**

+ Mettre en valeur la « façade atlantique » des 23 pays concernés en ce qui concerne les exportations africaines en opposition à la façade de l'océan indien.

+ Lutte contre l'expansion du djihadisme qui sévit dans de nombreux pays africains (exemple le groupe ADF en Ituri) et s'intéresser à la « conflictualité » des nombreux groupes armés.

+ Remettre en cause le traité de la « Communauté Économique Africaine » signé en 1991 à Abuja instituant 5 grandes régions africaines, repenser le fait régional.

+ Pouvoir d'arbitrer des conflits de pays africains ; exemple de l'Angola dans le conflit RDC/Rwanda.

+ Présidence africaine avec l'Afrique du Sud dans le « G 20 » débouchera-t-elle sur une représentation plus forte.

+ Position de la nouvelle présidence américaine vis-à-vis de l'Afrique (avenir de l'AGOA).

## **Comment la République démocratique du Congo va-t-elle assumer sa vocation de puissance régionale ?**



**Par le Docteur Ma Mbelenga NGBAMA, <sup>6</sup>**

L'exposé est divisé en trois parties.

A/ Pourquoi la RD-Congo a-t-elle une vocation de puissance régionale ? Ici sont passés en revue les fondamentaux d'une puissance régionale.

B/ Comment assumer la vocation de puissance régionale ? Sont analysés dans cette partie les enjeux politiques et les défis nationaux à

<sup>5</sup>Un coût de 1,8 milliards de dollars

<sup>6</sup> Ancien chirurgien urgentiste, diplômé d'études diplomatiques et stratégiques de Paris, chercheur à l'IPSE

surmonter, les enjeux géopolitiques régionaux et les enjeux géostratégiques internationaux.  
C/ Quelles sont les perspectives possibles ?

Trois pistes sont proposées. Enfin la conclusion.

### A. Pourquoi la RD-Congo a-t-elle une vocation de puissance régionale ?

Selon la définition de Raymond Aron, une puissance régionale est une puissance agissante capable d'imposer sa vision, ses choix, ses orientations et sa volonté aux États voisins. Cette puissance dépend surtout de la motivation que le Pr Verluise de Diploweb appelle le « **désir** ». Le qualificatif régional est ici en rapport avec la région de l'Afrique Centrale et la sous région des Grands lacs. La RD-Congo réunit-elle ces conditions d'une puissance ? A-t-elle le désir d'être une puissance régionale ? A-t-elle une politique de puissance régionale ?

Les facteurs déterminants ou fondamentaux de la puissance d'un État sont de trois types : les facteurs classiques internes, les facteurs extérieurs de la mondialisation et l'innovation.

### I. Les facteurs classiques de puissance

La carte géographique ci-après montre la République démocratique du Congo et les pays limitrophes. Elle montre aussi deux facteurs classiques internes de puissance qui sont évidents pour la RD-Congo :



- **Le facteur géographique** : une superficie de 2.345.400 Km<sup>2</sup>, aussi vaste que l'Europe, est la plus grande en Afrique Centrale et dans la Région des Grands Lacs.
- **L'abondance des ressources naturelles** minières stratégiques, forestières, environnementales et énergétiques. Le long et

puissant fleuve Congo mesure 4700 Km de longueur, est riche en énergie hydroélectrique avec un débit de 80.832 m<sup>3</sup>/seconde, deuxième du monde après le fleuve Amazone du Brésil.

Deux autres facteurs évidents sont :

- **Le facteur démographique**, plus précisément dans sa dynamique évolutive. Avec 110 millions d'habitants, la RD-Congo a la première démographie en Afrique Centrale et dans la région des Grands Lacs avec une perspective d'un doublement avant la fin du 21<sup>e</sup> siècle.
- **Et le mythe historique de puissance précoloniale** du Royaume du Kongo. Cheik Anta Diop, éminent savant chercheur scientifique et historien panafricaniste sénégalais avait même prédit que « les sources d'énergie du futur État fédéral de l'Afrique noire proviendront de la RD-Congo... ».

Cependant trois autres facteurs classiques importants de puissance d'un État lui font défaut :

- 1. Le facteur militaire** : la faiblesse de l'Armée congolaise et la persistance des conflits armés depuis trois décennies à l'Est du pays ont installé une insécurité permanente.
- 2. Le facteur économique** : malgré les immenses ressources naturelles, le manque de vitalité économique met du plomb dans l'économie de la RD-Congo. La dégradation des infrastructures de transport, des productions et des industries est constante. Le niveau de pauvreté est paradoxal et scandaleux. Par exemple, presque la moitié de la population n'a pas de couverture sanitaire.
- 3. Le facteur politique** : la mal-gouvernance est à la base de l'instabilité et de la fragilité de l'État. La déliquescence de l'État est aggravée par la corruption généralisée. Le chômage, la pollution, les criminalités et la baisse du niveau de l'éducation complètent le tableau. Cette situation est aggravée par des facteurs extérieurs.

### II. Influence négative de la mondialisation et de l'innovation sur la puissance de l'Etat

Des facteurs extérieurs, les nouveaux acteurs de la mondialisation et de l'innovation sont des véritables grains de sable, des menaces pour l'État. Qu'il s'agisse de la mondialisation des entreprises transnationales ou de la mondialisation des finances, elle échappe à toute autorité. Il en va de même de l'innovation, comme des fanatismes religieux. La menace de

la mondialisation ne fait qu'aggraver la situation d'un État fragile. Elle appelle le nécessaire retour de l'intervention de l'État dans les crises, le sauvetage financier, le protectionnisme et la défense de sa souveraineté.

Cette brève analyse montre que manifestement la RD-Congo est un État instable et fragile qui est incapable d'assurer sa vocation de puissance régionale. Alors, peut-elle renverser la tendance ? C'est l'objet de la deuxième partie.

## B. Comment le RD-Congo peut-elle assumer la vocation de puissance régionale ?

La RD-Congo doit au préalable relever certains défis des enjeux géopolitiques nationaux et régionaux, et faire face aux enjeux géostratégiques d'influence et de domination des grandes puissances et des multinationales.

### I. Les enjeux géopolitiques nationaux sont dominés par deux grands défis.

Deux défis d'ordre structurel sont primordiaux pour la RD-Congo. Il s'agit du défi sécuritaire et du défi économique qui sont les deux leviers essentiels du Hard Power.

Que signifie le concept de « Hard Power » ? Hard Power signifie en français la coercition ou la manière forte. Théorisé par Joseph Nye, « *le concept est utilisé principalement par le réalisme dans les relations internationales. Il désigne la capacité d'un corps politique ou d'un État à imposer sa volonté à d'autres corps politiques ou États à l'aide de moyens militaires et économiques et d'autres pressions.* » Or, depuis trois décennies la RD-Congo subit la violence et le pillage de ses ressources naturelles de la part des pays voisins, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, directement ou indirectement par l'intermédiaire des groupes armés. Pourquoi ? **Parce que son Armée et son économie sont faibles.**

L'examen de différents tableaux des classements militaires et économiques donne une idée qualitative et quantitative de cette réalité.

#### 1. Le Défi sécuritaire, premier levier du Hard Power

Le tableau numéro 1 du CLASSEMENT DES FORCES TERRESTRES en Afrique Centrale et dans la Région des Grands Lacs en 2023, suscite les commentaires suivants. Les données

statistiques de la Balance militaire 2023 montrent les faiblesses et les insuffisances de l'Armée Congolaise, les FARDC - Forces Armées de la République démocratique du Congo - par rapport à ses voisins agresseurs, le Rwanda, l'Ouganda, et par rapport à d'autres concurrents régionaux : le Kenya, la Tanzanie, la Zambie, l'Afrique du Sud et l'Angola.

1°. En effet, avec un total des forces équivalentes ou inférieures, ces voisins - Ouganda, Rwanda, Burundi, Kenya et Zambie - ont mis l'accent sur la mobilité.

2°. Le nombre réduit des forces terrestres du Rwanda, Burundi, Kenya et Zambie est compensé par des **défenses aériennes importantes.**

3°. En plus le Rwanda a **ses unités d'aviation cachées** au Soudan du Sud dont on ne connaît ni le nombre ni la qualité.

Tableau n°1 : Classement des Etats d'Afrique par forces terrestres militaires en 2022  
Source : Military Strength Ranking, Global Fire Power: <https://www.globalfirepower.com>

Rang dans le monde	Etat	Chars de combat	Autres blindés de combat	Artillerie	Défenses aériennes	TOTAL
27	Angola	300	1149	2006	538	3983
42	Afrique du Sud	157	1394	1244	76	2874
65	RD Congo	114	216	741	65	1196
74	Ouganda	280	305	338	23	946
85	Tanzanie	46	82	421	202	751
92	Rwanda	34	282	179	151	646
93	Kenya	78	342	114	94	628
95	Zambie	30	203	208	147	588
105	Burundi	0	177	122	152	451
117	Congo B.	41	171	73	29	314
138	Soudan du Sud	81	3	11	21	116
140	Centrafrique	3	61	39	0	103

Le tableau numéro 2 des EFFECTIFS MILITAIRES en 2023 des États voisins de la RD-Congo qui ne reprend que quelques items, montre que :

- En 24 ans, à part le Rwanda qui a quintuplé son effectif militaire et la RD-Congo qui l'a triplé, **la majorité des Etats ont baissé ou maintenu** ou peu augmenté leur effectif militaire.
- En général, **l'effectif réduit est très bien entraîné et est polyvalent.**

Tableau n°2 : Classement des Etats voisins de la RD Congo par EFFECTIF MILITAIRE TOTAL 2022  
Source principale : The Military Balance, IISS, Routledge Library Editions Atlasocio.cm

Rang en Afrique et Etat	Effectif Militaire : 1990	2022
1 RD Congo	55 000	134 000
2 Angola	115 000	117 000
10 Afrique du Sud	85 000	89 000
13 Soudan su Sud	140 000 (2010)	53 000
16 Ouganda	60 000	46 000
19 Rwanda	6 000	35 000
21 Burundi	12 000	31 000
22 Kenya	20 000	29 000
23 Tanzanie	40 000	28 000
33 Zambie	16 000	16 000
42 Centrafrique	4 000	10 000

L'estimation de l'évolution des **budgets de Défense (IISS) depuis 2015** montre que :

- **Pour la RD-Congo : le budget est stationnaire. Sur papier, c'est l'Armée la plus importante en Afrique Centrale, pourtant l'actualité montre qu'elle est défailante sur le terrain. Pourquoi ? A cause de l'inadéquation du recrutement, de la formation, de la présence des groupes armés non étatiques, de la DDR - Désarmement, Démobilisation et Réinsertion - non rigoureuse, du manque de véhicules logistiques, d'appareils aéroportés et de maintenance.**

- **Tandis que les États voisins de l'Est et du Sud renforcent leurs Armées :** le budget de Défense est en hausse, formation adéquate des effectifs, des missions et des exercices fréquents, des accords de Défense et de coopération, des armements sophistiqués, une industrie de défense, de maintenance ou de fabrication des munitions que n'a pas la RD-Congo.

**C'est le cas du Rwanda :** le budget est en hausse, l'Armée est disciplinée et expérimentée. Le Rwanda participe à plusieurs opérations de peace keeping. C'est l'Armée la plus engagée avec 2700 soldats en Centrafrique et en Mozambique, plus les 3000 à l'Est de la RD-Congo selon un rapport de l'ONU. Au total, environ 8400 sur 35000 militaires sont sur le terrain des opérations. Le Rwanda a signé un Accord de défense mutuelle avec le Kenya et l'Ouganda en 2014. Il a une Unité d'aviation au Soudan du Sud, une Artillerie moderne et des véhicules blindés, une forte capacité de maintenance, des missiles sol-air et peut-être aussi des drones d'attaque.

- **L'Ouganda :** avec un budget en hausse, **est très impliqué dans les forces de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC).** Il a une industrie de défense et un centre de recherche en défense.

-Le Burundi : a un budget en baisse, peu de maintenance, mais une cohésion de l'Armée, une expérience des peacekeeping missions et a une coopération avec la Russie.

- **Le Kenya :** après une baisse son budget est suivie d'une hausse. Il a **une volonté de jouer un rôle régional et maritime :** on l'a vu en Somalie (Amisom : mission de l'Union Africaine en Somalie) et en RD-Congo. Il a une Coopération avec UK, la Chine et la Jordanie. Il abrite une **base d'Africom**(Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique). Il participe à des exercices multilatéraux, a une grande capacité de transport, une petite industrie de défense, de maintenance, de fabrication des petites armes et des munitions.

- La Tanzanie : le budget est en hausse.

- La Zambie : le budget est en hausse, elle fabrique des munitions.

**C'est donc une situation de menace et de pression permanentes que subit la RD-Congo. Que doit-elle faire ? Que peut-elle faire pour s'en sortir ? De mon point de vue trois impératifs se dégagent :**

**Premier impératif : Avoir une Armée républicaine forte** comme l'a objectivement suggéré le Pr Doudou Sidibe :

**1°. La République démocratique du Congo a besoin d'une Armée avec des soldats de métiers** soigneusement recrutés et bien entretenus. Une Armée capable d'assurer l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale. Un effectif réduit de qualité d'environ 65000 soldats polyvalents suffirait. L'armée issue des différents mixages avec les forces rebelles est truffée des invalides, des indisciplinés et des infiltrés qu'il faut dégager. Les opérations de DDR doivent être rigoureuses.

**2°. Instaurer un service militaire national en plus permettra de former des réservistes.** Car « Il n'y a pas de diplomatie sans dents ».

**Deuxième impératif : Revoir des Accords problématiques** qui autorisent les armées étrangères à opérer impunément et sans contrôle dans le territoire congolais. C'est le cas de l'hypothétique Accord de Lemera, l'Accord de Lusaka et l'Accord de Sun City.

**Troisième impératif : Maîtriser l'insécurité et l'instabilité qui règnent dans la partie du**



**territoire national où il n’y a pas de guerre**, avec une Police bien formée et les services de renseignement. Afin de relancer des activités économiques.

## 2. Relever également le Défi économique : deuxième levier du Hard Power

Etat	2022	2023 (estimation)	2024 (projection)	2025 (projection)
RD Congo	8,8	7,5	5,7	5,6
Congo B.	1,7	3,9	4,3	4,4
Rép Centrafricaine	0,5	1,0	2,3	3,1
Burundi	1,8	2,8	4,6	5,9
Kenya	4,8	5,2	5,4	5,6
Ouganda	6,3	4,6	6,0	7,0
Rwanda	8,2	8,2	6,5	6,8
Soudan du Sud	2,9	0,4	5,0	1,0
Tanzanie	4,7	5,3	5,7	6,0
Afrique du Sud	1,9	0,6	1,3	1,6
Angola	3,0	0,9	2,7	4,3
Zambie	5,2	5,8	4,5	4,5

Le tableau numéro 3 de la CROISSANCE DE PIB REEL en pourcentage des États voisins de la RD-Congo, tiré de la BAD – Banque Africaine de Développement - illustre une situation qui soulève plusieurs questions :

En effet, comment expliquer que contrairement à l’Afrique du Sud et aux États pétroliers - Angola, Gabon et Congo - la croissance reste dynamique pour les belligérants ? Cette croissance est-elle inclusive ?

**L’économie étant la deuxième composante du Hard Power, la question essentielle est de savoir comment la RD-Congo peut exercer des sanctions ou des pressions économiques sur les États qui l’agressent ?** Par la fermeture des frontières ? La suspension des échanges commerciaux ? Le contrôle rigoureux des sites d’exploitation illicite des mines ? La lutte contre les trafics criminels ? Des sanctions des complices nationaux et non nationaux ? Comment arrêter la criminalisation de l’économie ? Comment couper les sources d’enrichissement et de financement aux agresseurs ?

Ces situations complexes attendent des mesures pertinentes, cohérentes et fermes pour être efficaces. Par ailleurs, il est plus raisonnable d’organiser l’économie et les activités sociales dans les territoires de la RD-Congo où il n’y a pas de guerres pour mettre l’économie congolaise en mouvement et créer des emplois pour les jeunes. Ainsi l’État doit réunir progressivement les moyens nécessaires pour traiter d’autres défis aussi importants. Le défi énergétique et le défi diplomatique participent

aussi au Hard Power. Mais l’usage du Hard Power seul présente le risque de conflit et des ressentiments. Pour plus d’efficacité, il doit être associé au Soft Power.

## 3. Le défi démographique, social et environnemental, le défi culturel, le défi diplomatique et la bonne gouvernance sont les composantes du Soft Power.

Le concept du Soft Power ou « puissance douce » désigne en diplomatie « la capacité qu’ont les États d’exercer des stratégies d’influence. La méthode douce est un complément nécessaire pour établir une relation de confiance durable avec les autres unités politiques et les États au niveau régional et international.

## 4. La volonté politique

Mais relever tous ces défis dépend d’une réelle motivation, un vrai désir de le faire. Une réelle volonté politique des dirigeants, individuelle et collective que souligne le Professeur Garçin. Si la RD-Congo a comme objectif stratégique d’assumer sa vocation de puissance régionale, son projet doit être d’avoir un État fort répondant aux attentes internes, qui lui donne la capacité d’assurer la défense de sa souveraineté et de concrétiser le projet d’intégration régionale. La meilleure stratégie est de savoir combiner les deux approches complémentaires : le Hard Power - militaire et économique - à court et moyen termes et le Soft Power - culture, sport, social, économie et diplomatie - à long terme pour promouvoir un corpus de valeurs communes favorables à **la Paix**.

## II. Les enjeux géopolitiques régionaux concernent les frontières, la convoitise des ressources naturelles et des territoires, et la concurrence des États voisins.

### 1. Le contrôle des frontières et la convoitise des ressources naturelles et des territoires par les voisins

Le Rwanda, l’Ouganda et le Burundi ont un problème de territoire étroit avec une démographie importante et une insuffisance des ressources. Depuis des années 1990, profitant du changement du contexte international, les Présidents Youweri Museveni de l’Ouganda et Paul Kagame du Rwanda, « ont décidé de porter

le projet expansionniste et d'instrumentaliser la question migratoire et identitaire dans le but de créer un État autonome à l'intérieur du Congo » (Pr Doudou Sidibe). Cet État pourra servir de déversoir démographique, de source des richesses et d'un glacis sécuritaire contre les attaques des rebelles.

## 2. Le jeu de concurrence des États voisins

Le Tableau numéro 1 de CLASSEMENT DES FORCES TERRESTRES EN 2022, illustre également le jeu de concurrence pour le statut de Puissance régionale.

**Le Rwanda** veut maximiser sa puissance afin de s'assurer l'hégémonie de l'espace de la région des Grands lacs.

Tableau n°1 : Classement des Etats d'Afrique par forces terrestres militaires en 2022  
Source : Military Strength Ranking, Global Fire Power: <https://atlasocio.com>

Rang dans le monde à l'Etat	Chars de combat	Autres blindés de combat	Artillerie	Défenses aériennes	TOTAL
27 Angola	300	1149	2006	538	3983
42 Afrique du Sud	157	1394	1244	76	2874
65 RD Congo	114	216	741	65	1196
74 Ouganda	280	305	338	23	946
85 Tanzanie	46	82	421	202	751
92 Rwanda	34	282	179	151	646
93 Kenya	78	342	114	94	628
95 Zambie	30	203	208	147	588
105 Burundi	0	177	122	152	451
117 Congo B.	41	171	73	29	314
138 Soudan du Sud	81	3	11	21	116
140 Centrafrique	3	61	39	0	103

**L'Ouganda** : est à la fois allié, complice et concurrent du Rwanda. Par exemple : la guerre de Kisangani entre les deux armées en 1996 visait le contrôle des mines d'or.

**Le Kenya** : développe un activisme économique, financier et militaire fort en RD-Congo, des opérations multinationales de maintien de la Paix en RD-Congo et en Haïti. En plus, le Rwanda, l'Ouganda et le Kenya ont signé un Accord de Défense mutuelle.

## 3. Des problématiques Accords et Adhésions aux organisations régionales

L'Accord (tacite ou hypothétique) de Lemera, l'Accord de Lusaka et l'Accord de Sun City, signés par la RD-Congo sous l'égide des États de la région lui sont défavorables et doivent être dénoncés. Les adhésions de la RD-Congo à la SADC (South African Development Community : Communauté de Développement de l'Afrique Australe) et à l'EAC (East African Community : Communauté d'Afrique de l'Est), probablement sous des pressions ont été un moyen pour contrôler sa puissance. Ils doivent être dénoncés.

Car ces Accords et Adhésions sont en partie responsables des blocages des négociations en cours : Processus de Luanda entre la RD-Congo et le Rwanda et le Processus de Nairobi entre la RD-Congo et les groupes armés, le M23 (Mouvement du 23 Mars) et l'AFC (Alliance Fleuve Congo). **Mais les Congolais n'ont pas à subir le syndrome de Stockholm!** La RD-Congo qui a contribué aux luttes de libération des États africains, attend naturellement le retour de l'ascenseur, malgré les fortes pressions des acteurs internationaux.

## III. Les enjeux géostratégiques des acteurs internationaux.

Que dire des grandes puissances, des puissances émergentes et des multinationales qui visent à contrôler des ressources stratégiques du sol et du sous-sol du Bassin du Congo, les économies et les commerces de la région? Elles agissent à travers des organisations internationales, des sociétés écrans ou des contrats immoraux qui montrent les contradictions de la politique de l'autruche de l'ONU, des USA, du Commonwealth et du Royaume-Uni, de l'Union européenne et de la France, pour ne citer que ceux-là.

**La Monusco** (Mission de l'Organisation des Nations-Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo), après 24 ans de présence et des résultats mitigés, doit organiser un retrait planifié de ses contingents. **Au Conseil de Sécurité** de l'ONU, **les États-Unis et la France** ont appelé le Rwanda le 20 février 2024 à retirer ses troupes de la RD-Congo. Les Congolais attendent que ces États fassent plus de pression sur le Rwanda et qu'ils mettent en place le Tribunal international sur le Rapport Mapping! **Les États-Unis**, qui sont les premiers soutiens et donateurs du Rwanda et de l'Ouganda : doivent arrêter leurs soutiens à ces États agresseurs/pilleurs de la RD-Congo. **Au Commonwealth britannique et à l'UK**, nous demandons d'arrêter le cynisme du projet de transfert au Rwanda des réfugiés illégaux qui sont des potentiels mercenaires ! La mobilisation des Congolais et des défenseurs des droits de l'Homme ainsi la décision sage du gouvernement des travaillistes doivent mettre fin définitivement à ce projet macabre. **L'UE et la France doivent comprendre qu'il est temps d'arrêter la politique malsaine de double standards et d'ambiguïté qui finance les agresseurs et les pilleurs (Ouganda, Rwanda et**

le Burundi) de la RD-Congo. Mettons en place des partenariats justes et transparents avec des bénéfices mutuels, dans le respect du Droit international. Face aux **Multinationales**, l'État congolais doit intervenir pour recadrer leurs activités. **Quant aux BRICS** (Brésil, Russie, Inde Chine, South Africa) : dans le contexte mondial actuel, ils offrent des opportunités alternatives intéressantes de partenariat Sud-Sud.

Mais ce jeu des rôles met en évidence la grande responsabilité du pouvoir, des institutions nationales et des populations Congolaises faces aux menaces. Pour se protéger, la Rd-Congo doit absolument savoir combiner le Hard Power à court et à moyen terme et le Soft Power à long terme. Comme le souligne le Pr Garcin, le facteur le plus important, l'invariant qui commande la puissance, c'est la méthode, la stratégie : savoir choisir un objectif et construire un projet autour de cet objectif pour réussir.

### **C. Quelles perspectives en RD-Congo pour demain ?**

Trois scénarii peuvent être envisagés :

**Scénario 1. La « somalisation »** avec une instabilité et une insécurité permanentes d'un champs de chaos politique, économique et social.

**Scénario 2. L'éclatement du territoire de la RD-Congo et la création d'un Etat autonome à l'Est**, géré par les Tutsi du Congo soutenu par Kigali. C'est le Scénario qui est en cours d'exécution, si rien n'est fait.

**Scénario 3. Le retour de l'autorité de l'État.** Ce scénario vertueux n'est possible qu'avec une réelle réforme de l'armée congolaise, de l'administration et de la politique économique et sociale. Enfin un plan de réconciliation nationale et d'une coopération régionale économique et militaire qui prend en compte les conflits régionaux. Par exemple dans le cadre de la CEPGL (Communauté Economique des Paysdes Grands Lacs) ou de la CIRGL (Conférence internationale sur la région des Grands Lacs). Une stratégie intelligente, cohérente, réaliste et inclusive combinant le Hard Power et le Soft Power va empêcher les États voisins de déstabiliser la RD-Congo. Elle va aussi offrir des opportunités intéressantes solides aux acteurs extérieurs.

**En conclusion**, l'enjeu majeur est de mobiliser les différentes ressources naturelles, à commencer par le capital humain pour

reconstruire l'État afin de l'ériger en une puissance régionale. De maîtriser aussi les enjeux régionaux et internationaux pour rétablir **la Paix**. Nous pouvons garder « des notes d'espoir », car il y a des hommes intelligents au pouvoir et en dehors du pouvoir, dans ce beau pays. L'engagement volontariste individuel et collectif est la clé qui permettra d'ouvrir les portes des orientations stratégiques solides vers une puissance régionale en devenir!

### **Intervention de son Excellence Émile Ngoy Kasondo**



**Ambassadeur de la  
RDC en France**

En introduction, l'Ambassadeur s'excuse auprès de l'assistance de ne pas avoir suivi le déroulement des travaux de la Rencontre mais il a été pris dans un conflit d'agenda à son retour de Kinshasa.

Mais il tenait à répondre à la demande des organisateurs de la Rencontre pour parler des opportunités de son pays pour la France. Déjà les forts liens qui unissent nos deux pays se sont vus récemment au moment du XIXème sommet de la Francophonie à Villers-Cotterêts cet été. Mais les relations ont été tressées depuis longtemps. Elles sont toujours fort appréciées à Kinshasa. La France a été présente en 1978 lors des évènements au Katanga et plus récemment en 2003-2004 lors de l'opération Artémis en Ituri. Les guerres avec son cortège de morts, de blessés, de déplacés et de viols sont malheureusement toujours présentes dans notre pays. Au Kivu elle est l'héritage des Nations-Unies qui avait souhaité que la RDC devienne l'exutoire des populations fuyant les troubles liés au génocide rwandais ou auparavant des régions surpeuplées du Rwanda et du Burundi. Le président Mobutu avait déjà répondu non à cette demande. Depuis longtemps l'intégration sous-régionale entre les pays du Grands Lacs était en route au sein de la CEPGL (Communauté Économique des Pays des Grands Lacs) et même une banque de développement et des projets en particulier dans le domaine de l'énergie (barrage de la Ruzizi). A l'université de Kinshasa où j'étudiais

étaient accueillis de nombreux étudiants du Rwanda, du Burundi, de l'Angola et même du Kenya. Nous avons toujours tenu compte de notre spécificité régionale.

Le partenariat avec la France dépasse la francophonie. J'essaie de convaincre les partenaires français du Medef qu'il faut investir dans les infrastructures, dans l'énergie électrique « propre » des barrages, dans les transports urbains, dans l'environnement et dans l'agriculture. L'agriculture est un secteur d'avenir. L'importance des terres arables pourrait faire du pays le « grenier » de l'Afrique! La guerre à l'Est du pays à 3. 500 kms de la capitale, la distance entre Paris et Moscou, ne doit pas être un frein!

La RDC, au moment où le président Tsichekedi entame son 2<sup>ème</sup> mandat, a un taux de croissance positif au-dessus de celui de l'Afrique du Sud grâce aux produits miniers. Avec une langue commune les patrons français n'ont pas de problème de communication. Dans le moindre village du pays, ils trouveront un instituteur pour les aider à se faire comprendre. Ne pas laisser la place aux Chinois !

Il faut voir le Congo autrement ! Il faut saisir les opportunités. Un atout. Sa jeunesse est dynamique. Elle a la soif d'apprendre, d'entreprendre. Les entrepreneurs français trouveront là-bas un écho favorable. Dans l'éducation de nombreux étudiants congolais poursuivent leurs études en France. Mais apprendre localement, c'est mieux. Des opportunités existent sur place.

Deux visites récentes en France du président Etienne Tsichekedi. La première en avril dernier, au Forum économique à Bercy, qui a encouragé de plus en plus d'entrepreneurs à investir dans de nombreux secteurs en RDC et en septembre la deuxième, au sommet de la Francophonie, ont resserré les liens entre les deux pays. La RDC remercie la France pour les résolutions prises aux Nation Unies concernant notre pays.

Remarque personnelle pour finir : lors de mes études en France, j'ai consulté la documentation du Ministère de la coopération avec profit.

# Du développement



## Intervention de Roland Pourtier<sup>7</sup>



### « Une puissance contrariée »

Ce n'est pas une idée nouvelle. Pierre Jacquemot sous le nom d'emprunt de Pierre Cappelaere, a publié « Congo. Puissance et Fragilités » en 2011 chez L'Harmattan.

J'ai l'impression d'un jeu de rôle, de jouer la même partition à propos d'une guerre sans fin<sup>8</sup> pour reprendre les termes d'une communication faite à Kinshasa en octobre de cette année.

Depuis plusieurs décennies la question centrale concernant la RDC est la suivante : comment se fait-il qu'un des pays les plus puissants d'Afrique par sa superficie (2 267 000 km<sup>2</sup>) et sa population (100 millions d'habitants), qui couvre les deux tiers du bassin du fleuve le plus puissant du continent, un pays dont on ne cesse de vanter les « richesses », un pays qui « regorge » de ressources minières, soit en réalité un des plus pauvres du monde.

<sup>7</sup> Professeur de géographie émérite de l'université Paris-Sorbonne, membre de l'Asom, ancien élève de l'ENS, docteur en géographie.

Son livre "Congo, un fleuve à la puissance contrariée" est une référence.

<sup>8</sup> Roland Pourtier a publié depuis 1990 une trentaine d'articles de revues sur le Congo-Zaïre, en particulier sur les conflits dans l'Est du pays et les Grands Lacs. Dernier, à paraître début 2025 « Aux racines d'une guerre sans fin », Actes du séminaire « Conflits armés, armes, pillages des ressources naturelles et violences extrêmes dans l'Est du Congo », Institut congolais d'Études avancées, Kinshasa, 16-18 octobre 2024.

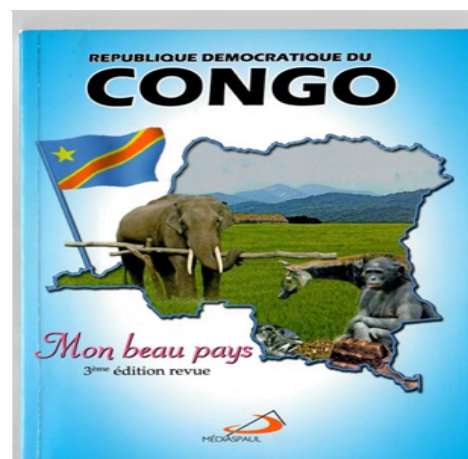
Comment cette puissance « potentielle » a-t-elle été contrariée ?<sup>9</sup>

La question taraude tous ceux qui s'interrogent sur ce paradoxe. Le Docteur Mukwege lui-même s'en fit l'écho lors de son discours de réception du prix Nobel de la paix en 2018 : « *Je fais partie d'un des pays les plus riches de la planète et pourtant le peuple de mon pays fait partie des plus pauvres du monde* ».

On accuse rituellement l'économie de « prédation » et une corruption endémique pointée sous le règne de Mobutu comme le « mal zaïrois ». Mais il faut aller plus loin dans le temps et interroger l'espace pour tenter de comprendre le paradoxe congolais.

Tout d'abord en interrogeant les représentations du pays. A l'école primaire, c'est en couverture du livre du jeune écolier, la représentation idyllique d'un pays, celle d'un paysage de collines et de montagnes et d'une faune avec en bordure des lingots de cuivre avec en quatrième de couverture le texte de l'hymne national. « *Debout Congolais* ».

De quoi faire aimer son pays !



<sup>9</sup> Reprise de l'intitulé de « Congo. Un fleuve à la puissance contrariée », R. Pourtier, Éditions du CNRS, 2021.

Une autre représentation insiste sur le fait que le territoire congolais est entièrement inclus dans le bassin hydrographique du fleuve Congo (cf carte), le fleuve le plus puissant du continent.



Ce fleuve est un élément très fort de la constitution du pays. Au temps de Mobutu, les émissions à la télévision nationale s'ouvraient par l'éloge du « grand et majestueux fleuve Zaïre ». Ceci bien que la puissance du fleuve soit contrariée par l'obstacle à la navigation que constituent les rapides qui se succèdent sur 300 kms entre Kinshasa et Matadi, et en amont de Kisangani. La formidable puissance hydraulique, n'est quant à elle que faiblement exploitée tant la construction de barrages hydroélectriques exige des capitaux dépassant les capacités de la RDC.

Les premiers contacts entre les Portugais et le royaume de Congo datent de 1482, comme le rappelle le « padrao » (photo) dressé à l'embouchure du fleuve indifféremment dénommé sur les premières cartes géographiques « Zaïre ou Congo ».

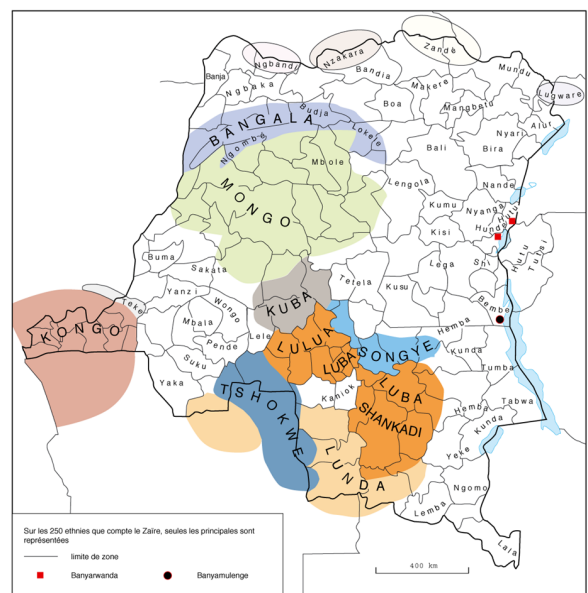


Les relations diplomatiques entre le Portugal et le royaume de Congo et sa christianisation furent sans lendemain car dès le XVI<sup>ème</sup> siècle se mit en place la traite transatlantique des esclaves. Le Congo devint un territoire de prélèvement d'esclaves que les Chefs africains échangeaient sur la côte contre les

marchandises importées d'Europe dans le cadre du commerce triangulaire.

Après celui des hommes, c'est le prélèvement des ressources de la forêt (bois, caoutchouc) puis du sous-sol (cuivre du Katanga) qui caractérisa l'économie coloniale. Aujourd'hui l'« économie de rente » fondée sur l'extraction et l'exportation des ressources minières perpétue un système économique de prélèvement de produits primaires alimentant les usines des pays industriels du Nord et de plus en plus de la Chine.

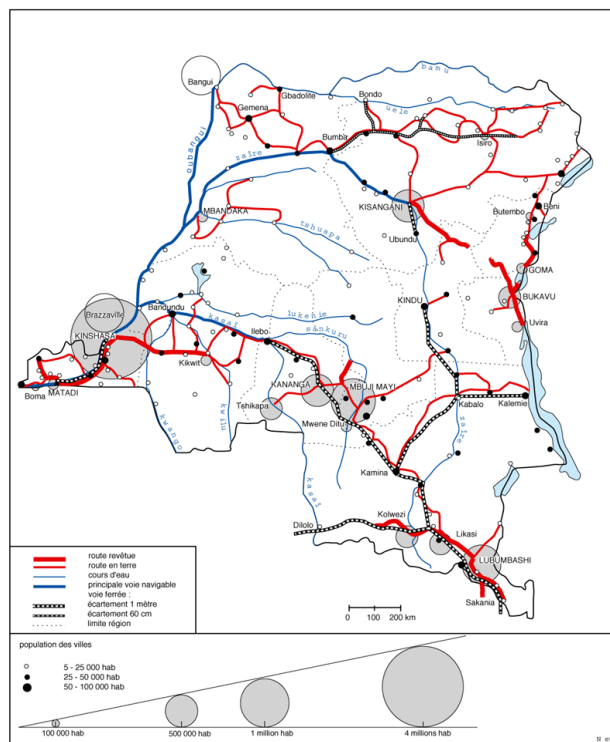
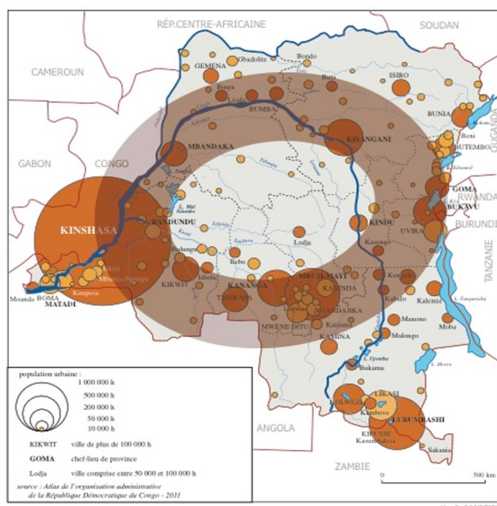
Le bassin du Congo, en particulier la grande forêt équatoriale est relativement vide (densité de la RDC : 42 hab au Km<sup>2</sup>) par comparaison avec les espaces pleins aux fortes densités comme le Nigeria (243 hab/km<sup>2</sup>), l'Éthiopie (109 hab/Km<sup>2</sup>) et les pays des Grands Lacs (Rwanda : 483 hab au Km<sup>2</sup>). Seul l'extrême Est de la RDC présente des densités élevées, de type « Grands Lacs ». Le territoire congolais se compose d'une « marquetterie » d'ethnies (plusieurs centaines de groupes distincts) avec des ethnies transfrontalières qui peuvent constituer un facteur de conflit.



L'ethnodiversité, avec sa richesse culturelle, n'est pas en soi un obstacle à l'unité nationale. Il existe d'ailleurs de grands regroupements ethnolinguistiques : Mongo, Luba, Lunda etc. Au point de vue des langues : à l'Est le swahili domine comme langue véhiculaire ; à l'Ouest c'est le lingala et le kikongo. Cette répartition se retrouve dans les résultats des élections, notamment l'élection présidentielle de 2006.

La distribution spatiale de la population exerce de fortes contraintes sur l'aménagement du territoire : le centre de la RDC (la Cuvette) est un « territoire du vide », les espaces les plus peuplés et actifs, se trouvant en périphérie. L'absence d'une « centralité » géographique – la capitale est excentrée et éloignée de plus de 1500 kms des régions minières du Katanga et des Kivus, pèse sur la construction nationale d'un espace écartelé, soumis à des forces centrifuges.

Carte 13 - L'anneau urbain



Le Congo Belge entreprit de réduire la dépendance aux exportations minières via l'Afrique du Sud et l'Angola en aménageant une « voie nationale », de Lubumbashi à Matadi (voie ferrée et transport fluvial). L'idée en est reprise aujourd'hui avec l'appui possible de la Chine.

Le principal frein à la construction de l'État réside dans la difficulté des transports aussi bien fluviaux, ferroviaires que routiers. Pour « faire pays », la circulation des citoyens et des biens doit être facilitée par des réseaux de communication reliant entre elles toutes les parties du territoire. Or, l'état des infrastructures de transport est très mauvais : ports, chemins de fer<sup>10</sup>, routes. Sur des pistes défoncées, malgré les prouesses des camions les motocyclettes et vélos sont devenus indispensables pour assurer l'approvisionnement des villes en vivres et charbon de bois.

Au niveau local, les femmes restent les « bêtes de somme » de l'Afrique équatoriale selon l'expression de l'explorateur du Gabon Paul du Chaillu dans les années 1860.



<sup>10</sup>Le chemin de fer Matadi-Kinshasa date de 1898 ; il était le plus ancien d'Afrique centrale, construit pour contourner les rapides du fleuve Congo .

Le déficit de maintenance, d'intervention « juste à temps » sur les routes est récurrent, la

procrastination est une cause de détérioration des systèmes de transport, moins performants aujourd'hui qu'avant l'indépendance par manque d'investissements et d'entretien, même si depuis le « contrat du siècle » de 2008, les entreprises chinoises jouent un rôle majeur dans le secteur des infrastructures. Maintenance et gouvernance sont deux défis permanents du développement.

Cela appelle une réflexion plus générale sur le « temps », différemment vécu par un Congolais ou un Sahélien, a fortiori un Européen. Au Sahel, il y a des greniers dans tous les villages provisions et prévisions sont indissociables. Un pouvoir gestionnaire s'est construit sur la nécessité de gérer la consommation des céréales mil sorgho blé maïs et conserver les semences d'une année sur l'autre. Ce n'est pas le cas des milieux forestiers du bassin du Congo. Les villages n'ont pas de greniers. Le manioc aliment de base se conserve dans la terre qui tient lieu de grenier comme le remarquait Savorgnan de Brazza. Les bananes plantains pareillement sont récoltées au fur et à mesure de leur maturité. Les femmes, plusieurs fois par semaine, se rendent à la « plantation » pour récolter manioc, bananes, taro et igname, arachide, courges etc. qu'elles transportent dans des paniers arrimés sur le dos jusqu'au village où elles les cuisinent. C'est l'« Afrique des paniers » emblématique d'une consommation non différée qui ne prédispose pas à gérer le futur. La notion de « provision pour investissement » inhérente au capitalisme est étrangère aux peuples de la forêt.

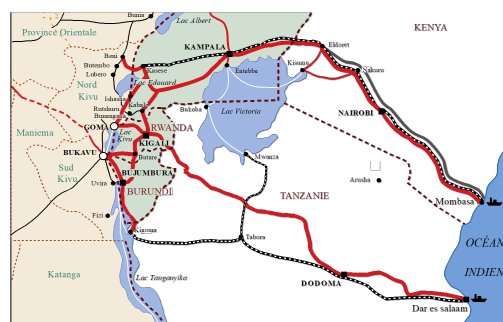
Cependant, l'urbanisation en cours modifie les rapports des sociétés au temps et à l'espace accélérant leur intégration à l'économie-monde.

La compréhension du présent implique la connaissance du passé. L'histoire de la RDC est de ce point de vue un continuum depuis Léopold II qui joua un rôle décisif dans la création de l'État indépendant du Congo lors de la Conférence de Berlin (1885) et qu'une caricature représente en ogre désireux de « prendre une part du gâteau africain ». Après une période de purgatoire, les statues du roi belge, malgré ce qu'ont subi les « colonisés », et de l'explorateur Stanley, restent visibles à Kinshasa, au Mont Ngaliema. Ils sont intégrés à l'histoire du pays, tout comme Brazza en République du Congo.

Depuis la fondation de l'État indépendant du Congo en 1885, **la puissance est une obsession**, perpétuée après l'Indépendance.

Pour Patrice Lumumba : « le Congo doit devenir le centre de rayonnement de l'Afrique toute entière » (1960). Les projets de Mobutu Sese Séko (1930-1997) sont dans la même ligne. S'il a été caricaturé comme « un coffre-fort coiffé d'une toque de léopard » (Bernard Kouchner), les rêves prométhéens, jusqu'à l'« hubris », ont hanté le dictateur qui donna au Congo le nom de Zaïre en 1971 : une nouvelle monnaie, le zaïre, dont la parité fut fixée au départ à deux dollars, avant qu'elle s'effondre dans les années 1990 quand une bouteille de bière « Primus » valait plusieurs millions de zaïres, la ligne électrique Inga-Shaba qui plongea le Zaïre dans la spirale de la dette ; les essais infructueux de lancement de fusée du projet allemand OTRAG sur une immense concession au centre du pays ; le réacteur nucléaire à l'université ; le choc des poids lourds de boxe ( Georges Foreman vs Mohamed Ali) organisé à Kinshasa, et bien d'autres encore...<sup>11</sup> Les grands projets, le plus souvent avortés, se poursuivent sous les Kabilas, notamment le parc agroindustriel de Bukonga Lonzo de 80 000 hectares qui fit faillite en quelques années, et aujourd'hui sous Félix Tschisekedi avec la relance des projets de port en eau profonde de Banana, de barrage d'Inga III, de pont Kinshasa-Brazzaville, toujours en attente..

En réalité, l'économie est toujours dépendante de l'exploitation minière et de l'exportation des produits miniers via les pays voisins.



Principalement l'Afrique du Sud pour les productions du Katanga (cuivre et cobalt), le Rwanda pour celles des Kivus (coltan), l'Ouganda pour l'or. La RDC, affectée par la « malédiction des matières premières » tire peu de profit de l'extraction minière du fait d'une corruption généralisée. Puissance et impuissance s'entremêlent, ce qu'illustre la poursuite de la guerre dans l'Est de la RDC

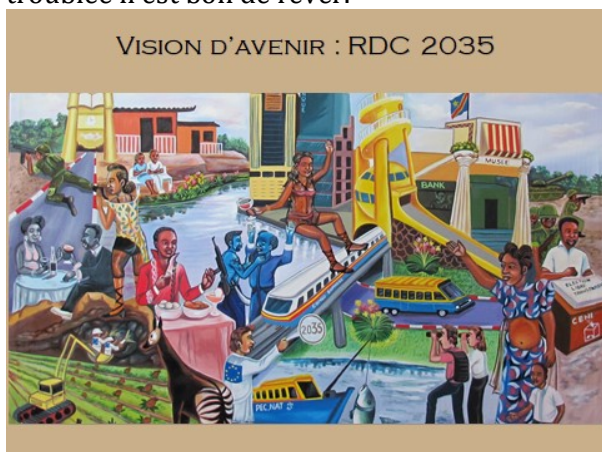
<sup>11</sup> Comme la tour de la télévision du pays de 210 mètres de haut.



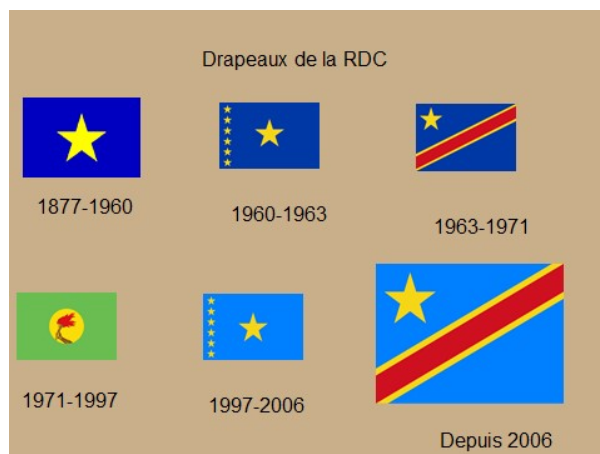
(Kivus et Ituri) sur fond de conflits fonciers entre autochtones et populations d'origine rwandaise et rivalités pour l'exploitation des ressources minières.

Un défi majeur pour les années futures concerne la démographie. Avec 6 enfants par femme, la fécondité est une des plus fortes du monde et la transition démographique, condition de tout développement, est à peine amorcée. L'argument consistant à dire qu'en RDC « il y a de la place » car la densité moyenne n'est pas très élevée, ne résiste pas à l'analyse : à l'échelle locale, en particulier dans l'Est, les conflits qui perdurent depuis des décennies sont liés à la compétition foncière, aggravée dans le cas des Kivus par l'immigration des Rwandais à l'étroit dans leur territoire exigu et où le génocide de 1994 a été la forme la plus violente de régulation démographique. Il est à redouter que la jeunesse congolaise (47% de moins de 15 ans) soit la « chair à canon » des futurs conflits.

Pour terminer sur une note plus optimiste, la vision d'avenir, « 2035 » du peintre Tambwe offre l'image idyllique d'un Congo apaisé à la production diversifiée, aux transports modernes, à l'alimentation abondante, à la protection sociale des aînés. Dans une période troublée il est bon de rêver.



Il convient enfin de souligner les permanences des symboles de la République démocratique du Congo, son « iconographie », illustrée par le drapeau et la monnaie. Le drapeau de l'Association internationale africaine de 1877 puis de l'État indépendant du Congo - étoile jaune sur fond bleu - est à nouveau celui de la RDC, augmenté d'une bande rouge et jaune, effaçant la parenthèse zairoise du « flambeau ».



Le franc congolais enjambe aussi la période du zaïre. Il existe vraiment un sentiment national congolais, enraciné dans la durée et dans la représentation d'un territoire magnifié par le fleuve Congo, capable de surmonter tous les périls. Le Congo a résisté aux vicissitudes d'une histoire souvent chaotique mais dans laquelle se forge la nation. La certitude de la puissance n'y est pas pour rien.

**Des questions** sont posées par l'assistance. Les femmes mais aussi les hommes comme « bêtes de somme » dans les transports au quotidien dans le pays. La forte fécondité conséquence de la mauvaise gouvernance comme le quasi-abandon du planning familial. La formation des jeunes chercheurs en France mais aussi sur place doit être privilégiée. Le sentiment national est grand dans la population ce qui rend optimiste l'intervenant.

## Intervention de Pierre Jacquemot<sup>12</sup>



**« Le modèle de la prédation minière dans les Grands Lacs, une économie politique du conflit »**

Roland Pourtier vient de traiter de la RD Congo dans son entier. Plus précisément, je m'intéresserai à trois provinces du Nord-Est du pays : l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu qui vivent un conflit depuis 1996.

<sup>12</sup> Ancien ambassadeur de France en RDC, universitaire, expert de la fondation Jean Jaurès, membre de l'Asom et de Fraternité Afrique, président d'honneur du Groupe Initiatives, auteur de "Se nourrir le défi de l'Afrique" 2024

Mon intérêt pour ces trois provinces remonte à 2009 à la suite des propos tenus sur le conflit entre la RDC et le Rwanda par le président de la République française de l'époque à la Conférence annuelle des ambassadeurs<sup>13</sup>. Le conflit était caricaturé comme celui entre un « petit pays avec une forte population » et un « grand pays quasi vide ». Ma formation d'économiste m'a orienté dans cette recherche sur les causes profondes de ce conflit en particulier économiques.

### 1. Une économie politique du conflit

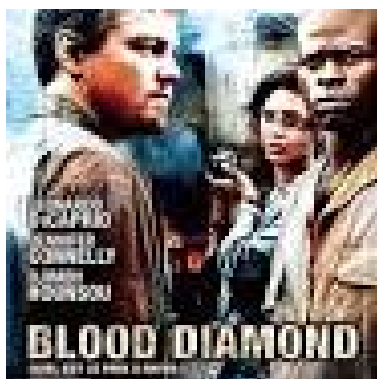
Dans les recherches académiques, on a l'habitude de classer les causes des conflits dans deux modèles :

+ Modèle du grief (*grievance model*) : le conflit est suscité par des inégalités sociales, des oppositions politiques et ethniques ;

+ Modèle de la cupidité (*greed model*) : le conflit est suscité par la convoitise des richesses. L'origine du conflit RDC-Rwanda serait à classer dans ce modèle.

### 2. Le paradigme des « minerais de sang »

Quand, parmi ses richesses, un pays compte des minerais très recherchés, leur exploitation et le contrôle de leur commercialisation peuvent être à l'origine de conflits sanglants. Ils sont alors devenus des « minerais de sang ». On se souvient exemple du plus connu, celui du diamant. Sa prédation par des gangs a provoqué au Liberia et à la Sierra Leone une véritable guerre qui a inspiré le film « Blood diamond » en 2006.



### 3. Application de ce paradigme à la RDC

Suite aux enquêtes menées par les Nations-Unies ainsi que par une ONG suédoise (IPIS) sur la RDC, des informations ont été collectées sur l'exploitation de quatre minerais : l'or, et les 3T

soit le coltan<sup>14</sup>, la cassitérite (étain) et le tungstène dans le Nord-est du pays.

Celle de l'or concerne l'Ituri et le Sud-Kivu, celle des 3T plutôt le Nord-Kivu.



Les ressources minérales dans l'est de la RD Congo

### 4. Les conditions de l'extraction

Les minerais sont exploités dans 3 400 carrés miniers répartis dans les trois provinces sous le contrôle d'environ 120 milices armées.

Il existerait de 20 à 100 000 « creuseurs » dans des mines facilement exploitables avec des moyens rudimentaires. Chaque carré minier est dirigé par un chef de colline qui répartit les emplacements entre les creuseurs. Ils sont contrôlés directement par les soldats des milices.



Mine de Rubaya dans le Nord-Kivu

<sup>13</sup>Pierre Jacquemot a été ambassadeur de France à Kinshasa de 2008 à 2011

<sup>14</sup> Minerai de couleur noire ou brun rougeâtre composé de niobium et de tantale

Les minerais sont transportés dans de sacs de 50 kg à pied, à vélo, à moto ou en avion. Le contrôle par les milices armées se fait sur les routes à des postes de contrôle routier avec prélèvement de taxes



Tout au long du « périple », les minerais passent entre les mains de vendeurs et de négociants et de douaniers jusqu'à la sortie du territoire congolais.

Les mines ne manquent pas de « creuseurs », car le revenu par tête serait 20 fois supérieur à celui des agriculteurs.

### 5. Le contrôle de l'activité minière

Tout le territoire minier est sous le contrôle de groupes armés. On y trouve le FDLR, le M23, les autres groupes armés, l'armée nationale, la police et la police des mines.

Le FDLR est constitué de descendants de Hutus rwandais génocidaires ayant fui le Rwanda au printemps 1994. Le M23 est une milice constituée de Tutsi originaires du Congo, appuyée par l'armée rwandaise, soit environ 3000 soldats. En 2024, celui-ci a occupé de nouvelles zones où il participe à la prédation. L'armée nationale est constituée d'éléments venant d'anciennes milices après une courte formation. Celle-ci a tendance à reproduire les mêmes comportements vis-à-vis des populations civiles qui s'en méfient.

### 6. Conséquences sur la population

Les plus tragiques circonstances pour la population sont l'abandon de leurs habitations et leur regroupement dans des camps. Depuis fin 2021, les avancées du M23 en sont la cause principale. Les dernières attaques d'août 2024 ont provoqué le déplacement de dizaines de milliers de personnes qui se regroupent autour des villes. L'utilisation de la rumeur, de la désinformation et des menaces devient une

arme de guerre. La RDC avec le Soudan est un pays qui comprend le plus de déplacés internes.

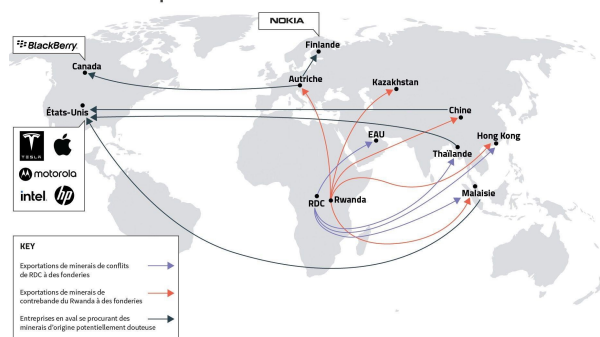
### 7. Les « corridors de sortie » des minerais

La présence de ces minerais sur le marché mondial ne pourrait être effective sans la complicité des deux pays frontaliers de la RDC : le Rwanda et l'Ouganda. Le Rwanda est un grand producteur de tantale mais il s'avère que 90 % de son tantale est exporté de façon illicite, après une première transformation par son voisin, le Rwanda. L'or qu'exporte l'Ouganda à partir de ces deux raffineries de Kampala provient essentiellement de la province de l'Ituri<sup>15</sup>.

### 8. La demande internationale

Ces minerais des 3T ainsi que l'or sont utilisés couramment dans les équipements électroniques comme dans l'aviation et la défense. Toutes les grandes entreprises mondiales sont concernées comme la société finlandaise Nokia, les japonaises Samsung, Toshiba, les américaines IBM, HP, Intel, Canon, Apple, la néerlandaise Philips et les entreprises chinoises.

Chaînes d'approvisionnement internationales de minerais d'origine douteuse blanchis par le biais d'ITSCI



### 9. Tentatives de régulation et leurs limites

Depuis plus de dix ans, la situation qui prévaut dans le Nord-est de la RDC autour de l'exploitation des minerais est documentée par l'ONU et les ONG américaines et suédoises.

La Conférence internationale de la Région des Grands Lacs (CIGL) créée en 2008 s'est emparée du sujet.

Des mesures ont été prises pour la certification des minerais. La « diligence raisonnable » de la loi américaine « Franck Dodd » de 2010 est applicable aux entreprises américaines pour la garantie de provenance. S'y ajoute un guide produit par l'OCDE.

<sup>15</sup>Valeur exportée par l'Ouganda en or : 413 millions de dollars en 2017, 2,3 milliards en 2024

Une traçabilité est exigée à travers les étiquettes pour un minerai « propre et responsable » certifié « non extrait par des enfants et des femmes enceintes ».

Près de 15 ans après, **rien ne marche dans ce système sophistiqué** comme l'affirme le « Rapport Global Witness » de 2022 ! On pourrait dire cela de tout système imposé de l'extérieur sans consultation des intermédiaires locaux et mis en œuvre par des fonctionnaires sous-payés. Les minerais exportés aujourd'hui sont certifiés pourtant ils ne devraient pas l'être, car ils sont « blanchis » avec une origine douteuse.

### 10. Conclusion

J'ai isolé dix éléments constitutifs de cette économie de prédation :

- a) Réserves minières aisées à mettre en valeur pour répondre à une demande en croissance ;
- b) Une main-d'œuvre disponible ;
- c) Des groupes armés qui contrôlent ;
- d) Un réseau commercial bien installé ;
- e) Un dispositif sécuritaire avec un financement de l'armement à travers le trafic ;
- f) Des canaux d'approvisionnement performants ;
- g) Un climat de violence entretenue par la propagande et la désinformation ;
- h) Un État défaillant ;
- i) Un système financier efficace ;
- j) Des acteurs extérieurs étatiques, avides et peu scrupuleux.

Cette situation dure depuis 1996 jusqu'à aujourd'hui, soit depuis 28 ans. Le pronostic entendu sur place est qu'il faudrait la même période pour retrouver enfin une paix durable dans la région !

**Des questions** sont posées par l'assistance.

L'implication des pays voisins comme le Burundi au-delà du Rwanda et de l'Ouganda. Les interventions des pays voisins sont liées à la prédation L'évolution des groupes de défense communautaires en participant à l'économie de prédation des ressources minières. Les Banyamulenge, les tutsis congolais sont les descendants des populations tutsi déplacées du Rwanda au moment de la colonisation belge ; ils forment l'ossature du M23 appuyé par l'armée rwandaise.

Le modèle ne peut être stabilisé aujourd'hui car trop d'acteurs sont impliqués. L'ONU est impliqué au Congo depuis l'indépendance en 1960. Des milliards de dollars ont été dépensés ;

des milliers de soldats et de personnels s'y sont succédés. Le système s'est « fatigué ». Les pays voisins qui profitent de la plus-value de la première transformation des minerais congolais ne sont pas les seuls coupables. La question centrale est : **qui a intérêt à la paix ?** L'armée, la police congolaises participent aussi à la prédation.

### « Opportunités et défis d'un nouveau partenariat stratégique entre la RDC et l'UE dans le contexte de la décarbonation des économies européennes »



Par Patrick Sevaistre<sup>16</sup>

(Texte présenté en séance par Denis Deschamps)

Les importantes ressources de la RDC en minerais critiques pour la transition énergétique et la décarbonation des économies européennes **constituent en principe une véritable opportunité gagnant-gagnant pour soutenir la trajectoire d'industrialisation de la RDC** basée sur une transformation locale plus importante de ces minerais et **permettre ainsi au pays de jouer un rôle accru dans les chaînes de valeur mondiales des technologies vertes**

Côté UE - qui s'est fixée l'objectif d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 - la dépendance vis-à-vis des métaux rares les plus critiques pour une transition énergétique propre, n'a jamais été aussi préoccupante,

<sup>16</sup> Membre de l'Asom, président de la "Commission Institutions européennes" du CIAN (Conseil des Investisseurs en Afrique) et conseiller spécial de l'EBCAM (European Business Council for Africa)

comme le souligne le rapport de Mario Draghi qui dresse un constat clair de la situation et appelle à une nouvelle diplomatie européenne des métaux rares afin de sécuriser et de diversifier nos sources d'approvisionnement

C'est dans ce sens qu'un accord de principe de ce type a été conclu fin 2023 entre la RDC et l'UE pour soutenir la RDC et de la Zambie pour le développement conjoint d'une **chaîne d'approvisionnement pour les batteries de véhicules électriques**.

A noter qu'un protocole d'accord identique a été signé également à la même période avec les USA ce qui montre que la décarbonation est devenue un objet de géopolitique, mobilisant de nombreux acteurs, étatiques et non étatiques qui n'ont pas forcément les mêmes agendas ni les mêmes stratégies

**Mais les défis de ce partenariat sont importants**, s'agissant à fois des considérations géopolitiques et éthiques, des limitations infrastructurelles, à la mise en place de pratiques minières responsables, des retombées positives sur les communautés locales, **ainsi que d'un environnement des affaires propice aux investissements conjoints et aux transferts de technologie de la part du secteur privé européen**.

### Contexte et opportunité

Le contexte est celui de la course à la décarbonation des économies mondiales qui fait que la demande en métaux rares n'a jamais été aussi importante dans le monde, La transition énergétique et la digitalisation des économies sont particulièrement gourmandes en minerais et en métaux pour répondre à la demande croissante de technologies énergétiques propres

**Le marché mondial des métaux rares destiné à la transition énergétique a doublé en 5 ans pour atteindre 300 milliards d'euros en 2022. Entre 2017 et 2022, la demande en lithium a triplé, celle du cobalt a augmenté de 70% et celle du nickel de 40%.**

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que la trajectoire menant à zéro émission nette de CO2 en 2050 nécessitera **six fois plus de ressources minérales en 2040 qu'aujourd'hui**. L'AIE prévoit notamment que la demande mondiale de cuivre doublera d'ici 2040 et que celle du cobalt sera multipliée par plus de 20. Le cuivre est nécessaire pour le développement des réseaux

électriques, tandis que le cobalt est utilisé pour fabriquer les batteries de voitures électriques, les installations de stockage des énergies renouvelables ou encore les smartphones.

Pour un certain nombre de ces matériaux les plus critiques, notamment le lithium, le cobalt et les REE, les réserves futures sont considérablement plus concentrées dans un nombre beaucoup plus restreint de pays que le pétrole et le gaz naturel. De plus, l'extraction et le traitement des métaux des terres rares sont contrôlés par un nombre limité d'entreprises. Cette concentration des capacités d'extraction et de production **risque de remplacer la dépendance actuelle aux énergies fossiles par une dépendance aux métaux rares**.

Cette dépendance est aujourd'hui essentiellement vis-à-vis de la Chine qui, grâce à sa stratégie à l'international, a réussi à concentrer **60% de la production et 91% de la capacité de raffinage** des terres rares. Aujourd'hui **98 % de la consommation de l'UE en terres rares est importée de Chine**.

La Chine est en effet le seul pays à accepter les coûts environnementaux très élevés du traitement des terres rares (raffinage), dus à des techniques productives médiocres mais peu chères.

L'Afrique détenant des parts des réserves mondiales de ces minerais, la décarbonation de l'économie mondiale recèle donc d'énormes opportunités pour l'Afrique, et en particulier la RDC.

Avec **plus de 70 % de la production mondiale et plus de 52% des réserves de cobalt** situées dans l'ex-province du Katanga, à Kolwezi, Likasi et Lubumbashi. **(or bleu) - et avec un rôle clé dans la production de tantale et d'étain - la RDC est particulièrement bien placée pour occuper une position de leader dans l'industrie de la transition énergétique - en particulier la production de batteries électriques et pour en tirer des avantages économiques significatifs,**

Premier producteur mondial de cobalt et premier producteur africain de cuivre, la RDC possède aussi la 7<sup>e</sup> réserve mondiale de lithium **mais son rôle aujourd'hui se limitant à l'export de produit brut, la RDC reste jusqu'ici au plus bas niveau de la chaîne de d'approvisionnement des batteries pour véhicules électriques et les populations locales ne tirent que peu de bénéfices de l'incroyable richesse minérale du pays.**

Aujourd'hui, le cobalt de la RDC est expédié en Chine, pour être transformé en cathodes pour

les batteries lithium-ion (batteries rechargeables). Le cobalt est produit par une soixantaine de mines artisanales dans le sud-est de la RDC où environ 150 000 mineurs artisanaux travaillent dans des conditions dangereuses

### Le projet

En vue de créer une chaîne de valeur régionale pour les minéraux servant à la production de batteries, la RDC s'est alliée en 2022 à la Zambie, qui cumule, pour sa part, 10% des réserves mondiales de cobalt.

Les 2 pays se sont mis d'accord pour explorer et analyser la faisabilité d'une usine **précurseurs de cathodes** lithium-nickel-manganèse-oxyde de cobalt (NMC) de 10 000 tonnes métriques par an en RDC dans une Zone franche de 2 000 ha dans la province congolaise du Haut-Katanga frontalière avec la Zambie. Les premières estimations de l'investissement sont de l'ordre de 30 milliards de \$.

De son côté l'UE - qui a décidé la fin des ventes de voitures thermiques (diesel, essence) neuves dans l'UE dès 2035 au profit des véhicules électriques - a conclu en 2023 un protocole d'accord avec la RDC pour soutenir ce projet et aider le pays à concrétiser son ambition d'être au centre de la production régionale de batteries électriques.

Cela dit ce ne sera certainement pas en 2035 car *L'industrie européenne des batteries est à la traîne*, malgré *« des aides publiques importantes »*, relèvent-ils : *« moins de 10% de la capacité de production mondiale »* est basée en Europe et la Chine *« détient à elle seule 76% des capacités mondiales »*.

L'ambition affichée par l'UE est de traiter la RDC comme un partenaire dans la transition énergétique mondiale plutôt que comme un simple fournisseur de MP dont les populations locales pourraient être affectées par cette transition. L'objectif qui s'inscrit dans la stratégie **Global Gateway** étant de soutenir la mise en place de chaînes d'approvisionnement localisées, une plus grande valeur ajoutée locale, y compris une transformation plus poussée du cobalt en RDC, des contrats plus équitables, etc.

### Le défi à surmonter

Les principaux défis à surmonter (la Paix) pour réussir ce partenariat sont notamment : les **infrastructures** ferroviaires et portuaires, **l'énergie**, **la question des compétences** et **l'environnement des affaires**, car c'est tout un

écosystème qu'il va falloir mettre en place, pour créer **la confiance**.

### Les infrastructures

La RDC, pays semi enclavé, dispose d'une façade côtière très limitée ce qui le rend tributaire de différents corridors terrestres de communications nationaux pour acheminer ses minerais ou les produits ayant subi une première transformation (cathodes de cuivre et cobalt) :

**Cette question des corridors destinés à relier les mines de cuivre et de cobalt du sud de la République démocratique du Congo et du nord-ouest de la Zambie aux marchés internationaux via le port angolais de Lobito est au cœur d'une lutte géostratégique entre les grandes puissances étrangères, en raison de l'importance stratégique que revêtent ces minerais.**

**Deux infrastructures s'affrontent : le Corridor de Lobito vs Le chemin de fer transnational Tanzania-Zambia Railway (TAZARA),** reliant la Copperbelt zambienne au port de Dar es-Salaam (voir carte)

- **Le corridor de LOBITO**

La ligne ferroviaire de 1300 km reliant le port de Lobito à la ville de Luau, près de la frontière avec la RDC, a ainsi été rénovée, ce qui contribue à réduire les délais d'expédition de **6 jours** seulement entre Kolwezi, dans la ceinture de cuivre de la RDC, et le port de Lobito, contre **14 à 25 jours pour les autres routes via Durban en Afrique du Sud ou Dar es-Salaam en Tanzanie**, ce projet apporte un avantage concurrentiel majeur aux pays exportateurs de minéraux stratégiques

C'est l'implication d'acteurs privés qui a permis de relancer le projet de manière durable et plus ambitieuse. Un contrat de concession de **30 ans** a été signé, en 2022, entre le gouvernement angolais et un consortium composé du négociant en matières premières Trafigura, du spécialiste belge des chemins de fer Vecturis et du groupe portugais de construction Mota-Engil. **Appelé LOBITO ATLANTIC RAILWAYS**, ce consortium s'est engagé à investir 555 millions dollars pour moderniser les infrastructures et exploiter le corridor.

Pour les États-Unis et l'Union européenne, ce corridor représente un **levier majeur pour réduire leur dépendance à l'égard de la Chine**, qui contrôle actuellement une grande partie de la chaîne d'approvisionnement

mondiale en minerais nécessaires à la transition énergétique mondiale.

Et c'est pour cette raison d'ailleurs que ce vaste projet d'infrastructures ferroviaires et portuaires est considéré comme le premier corridor économique stratégique lancé dans le cadre du partenariat phare du G7 pour les infrastructures qui, avec le GG, représente la réponse à occidentale l'initiative chinoise des « nouvelles routes de la soie » pas uniquement un corridor : chaînes de valeur agricoles, énergie, transport/logistique, enseignement et formation techniques et professionnels) le long du corridor en Angola, en RDC et en Zambie

- **La liaison chinoise**

La Chine qui contrôle une grande partie des principales mines de cuivre et de cobalt en RDC et en Zambie investit dans des projets concurrents, tels que la modernisation de chemin de fer transnational **Tanzania-Zambia Railway (TAZARA)**, reliant la Copperbelt zambienne au port de Dar es-Salaam. De plus, même si le corridor de Lobito est soutenu par les États-Unis et l'UE, ces derniers n'ont pas d'exclusivité sur le projet, et les entreprises chinoises qui opèrent en RDC et en Zambie pourraient elles aussi utiliser cette nouvelle route pour l'exportation des minerais.

### **L'énergie : diversifier le mix énergétique**

Actuellement, la transformation des minerais est freinée par le **déficit de production électrique**. En raison de ce déficit, la région minière du Katanga importe de l'électricité depuis la Zambie (110 MW).

En plus des contraintes que cela impose au secteur minier, plusieurs milliards de dollars échappent aux opérateurs du secteur de l'électricité en raison de coûts de distribution prohibitifs, ce qui alimente la prévalence du bois de chauffe, utilisé par la majorité des foyers pour la cuisson. Ce dans un pays qui, grâce à ses vastes forêts, demeure un acteur clé dans l'équilibre climatique mondial.

Ces forêts permettent en effet d'absorber environ 1,5 milliard de tonnes de CO2 mais ce patrimoine naturel est mis en péril par des pratiques énergétiques peu durables. Selon les données officielles, 94 % des besoins énergétiques de la population sont couverts par le bois-énergie, dont 67 % proviennent du charbon de bois. On voit bien la nécessité pour le pays de diversifier son mix énergétique tout en encourageant des alternatives respectueuses

de l'environnement pour préserver son écosystème.

### **CONCLUSION**

Le problème climatique est mondial. La géopolitique du carbone est ainsi devenue, en trente ans une arène majeure dans laquelle interagissent de multiples acteurs.

Dans ce contexte, comme l'a dit le PR kenyan, l'Afrique peut aider à "décarboner" l'économie mondiale si les pays développés investissent sérieusement pour "libérer" son "potentiel" en la matière.

Pour la RDC, la décarbonation peut ainsi constituer un puissant levier d'industrialisation à plusieurs conditions :

- Accélérer les investissements dans les énergies renouvelables
- Développer les compétences locales en établissant des centres d'excellence spécialisés dans les batteries électriques et accroître les capacités nationales en matière de recherche & développement et d'innovation – dont centre existe déjà à l'université de Lubumbashi
- **Mettre en place un environnement des affaires de classe internationale** pour créer la confiance
- **La transparence sera essentielle pour garantir la confiance de tous les acteurs impliqués.**

Si la perspective de batteries électriques fabriquées en RDC est prometteuse (*Dans les 25 prochaines années, le marché des batteries électriques devra atteindre les 46 milliards de dollars*), il est logique que la RDC cherche à tirer parti de la rivalité géostratégique dont le pays fait l'objet, d'où la nécessité de prendre des **décisions prudentes** et de **respecter les procédures établies**.

L'expérience montre que la précipitation dans la conclusion d'accords pourrait conduire à des accords défavorable, à la dégradation de l'environnement ou à des préjudices pour les communautés locales. La priorité donnée aux intérêts à long terme et le respect des procédures sont les clés de la réussite dans cette démarche

- **La poursuite des réformes en cours** qui vont dans ce sens comme la mise en place de l'Autorité de régulation et de contrôle des marchés des substances minérales stratégiques, ainsi que d'autres initiatives qui visent à mieux encadrer l'exploitation et le commerce des minerais stratégiques – beaucoup à faire car

malgré les mécanismes de traçabilité mis en place, une partie de la production congolaise est encore exploitée illégalement, alimentant des groupes armés.

- **L'autre clé est la coopération régionale** pour maîtriser la complexité de la chaîne d'approvisionnement des batteries le plus rapidement possible et faciliter l'apprentissage entre les pays

**Deux recommandations que l'on peut faire à cet effet :**

- *Accélérer l'opérationnalisation de la ZLECAF* pour favoriser le développement à terme d'une industrie de véhicules électriques en permettant une complémentarité entre les minerais produits des divers pays du continent, des économies d'échelle et des ventes transfrontalières en franchise de droits de douane.

- **Créer une alliance africaine de batteries électriques** pour faciliter les coentreprises entre les multinationales et les entreprises locales et adopter des politiques intelligentes en matière de contenu local, afin de favoriser l'émergence d'un tissu d'entreprises nationales compétitives capables de fournir des biens et des services aux acteurs internationaux de l'industrie des batteries et des véhicules électriques.

C'est le souhait que nous formulons côté secteur privé français et européen.

Merci !

## Conclusions finales de la Rencontre



Dominique Barjot, secrétaire perpétuel de l'Asom, adresse ses remerciements à monsieur l'Ambassadeur pour son discours, le geste d'amitié de venir dans ces murs et la présentation des opportunités de son pays.

De notre côté, nous devons développer l'argumentation auprès de nos autorités, nos administrations et nos entreprises pour investir en RDC. Ne pas avoir un raisonnement trop global, trop réducteur sur ce pays et surtout tenir compte des nombreuses potentialités !

Michel Bousquet qualifie la journée d'enrichissante. Il s'étonne que les principales sources sur la RDC se trouvent aux USA et dans les pays scandinaves. La France a un gros travail à faire dans la connaissance de ce pays. Apprendre que la RDC est le premier pays francophone d'Afrique le surprend quand l'ingala et le swahili sont plus parlés dans ce pays. Mais au château de Villers-Cotterêts, au musée de la francophonie, on s'aperçoit que beaucoup d'expressions de la langue française proviennent de ce pays.

En clôturant la Rencontre, Joël Dine donne rendez-vous en 2025 à l'assistance de cette après-midi à la prochaine Rencontre-débat sur la coopération franco-africaine dans l'enseignement supérieur.